



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,
des Solidarités et de la Protection des Populations
des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 19/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERIES LESCURE

Route d'Assais
79600 Saint-Loup-Lamairé

Références : 2025-03091
Code AIOT : 0007201539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERIES LESCURE implanté Route d'Assais 79600 Saint-Loup-Lamairé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Visite suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERIES LESCURE
- Route d'Assais 79600 Saint-Loup-Lamairé
- Code AIOT : 0007201539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de LESCURE ST LOUP bénéficie de l'arrêté préfectoral n° A6085 daté du 17 mai 2019 pour l'exploitation d'une installation de traitement et de transformation du lait.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Collecte des effluents liquides	AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 13 août 2025 nous a permis de faire le point sur les avancements des actions correctives mises en place par l'exploitant depuis l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 mai 2024.

Les travaux sont toujours en cours et le fonctionnement des drains d'infiltration n'est pas concluant à ce jour.

La mise en demeure ne pourra être levée qu'à la fin des travaux engagés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : <p>La société FROMAGERIES LESCURE exploitant une installation de traitement et de transformation de lait, route d'ASSAIS sur la commune de SAINT LOUP LAMAIÉ, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article n° 4.2.3 de l'arrêté préfectoral n° A6085 du 17 mai 2019 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettant en place un plan d'action et une étude de sécurisation du réseau de collecte, de transfert et de traitement des effluents dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure ; • réalisant des travaux de mise en sécurité sur tout le réseau de traitement des effluents avant le 31 décembre 2024. <p>Date limite de travaux modifiée par AP du 02 octobre 2024 (30 avril 2025), lettre préfectorale du 04 avril 2025 (31 juillet 2025), lettre préfectorale du 02 juin 2025 (04 août 2025) et lettre préfectorale du 06 août 2025 (30 septembre 2025).</p>
Constats : <p>Nous nous déplaçons sur le chemin qui part de la route D29 (sens laiterie vers ASSAIS LES JUMEAUX), après l'usine, juste après le pont sur la gauche. Les agents de l'OFB présents effectuent des tests de conductivité de l'eau (paramètre non réglementé en ICPE) à l'aide d'un conductimètre :</p> <p>Nous nous déplaçons au niveau des lagunes et stationnons au niveau du dernier bassin d'infiltration (avant l'entrée dans les drains). Nous constatons que l'eau de ce bassin n'est pas translucide. Nous constatons que des filtres sont posés à côté des départs des drains sans utilité.</p> <p>De retour au bureau, nous contactons le responsable de la laiterie afin d'avoir quelques explications.</p> <p>Ce dernier nous a transmis un mail le 20 août 2025 qui indique les emplacements des drains (avec plans annexés) avec état des lieux des terrains acquis ou en cours d'acquisition .</p> <p>Il indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>qu'il n'y a plus de une surveillance depuis de long mois sur un puisard en aval de la cabane et avoir constaté ce ruissellement ;</i> - <i>qu'il a régulé ce ruissellement par les autres drains (une situation qui devrait être sous maîtrise dans cette zone assez rapidement).</i> - <i>qu'il étudie l'étanchéité des lagunes.</i> <p>Sur la base de ces constats et au vu des éléments transmis, il apparaît que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 mai 2024 ne sont toujours pas respectées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est attendu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la transmission d'un plan d'action et d'un ultime échéancier pour le remplacement des derniers drains d'infiltration (3A et 3B) ; - la transmission d'un point récapitulatif sur tous les travaux effectués ou à effectuer en vue de la sécurisation du réseau de collecte, de transfert et de traitement des effluents avec un ultime échéancier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois